

Questions orales

Le député devrait abandonner l'étroitesse d'esprit dont il a souvent fait preuve. Il devrait avoir l'esprit plus ouvert et dire que nous pouvons avoir le meilleur régime de soins de santé pour permettre à certains de nos enfants et de nos nouveaux chercheurs de se lancer dans ce domaine.

Des voix: Bravo!

LES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES BREVETS—LES ÉTUDES D'INCIDENCE SUR LES PRIX

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, le ministre a déjà dit qu'il voulait un débat rationnel sur le projet de son gouvernement. Je voudrais savoir si le ministre, qui me reproche amèrement de demander tout simplement des renseignements nécessaires pour pouvoir porter un jugement rationnel, s'en tient toujours à ce qu'il m'a dit en comité le 27 mai, à savoir que son ministère avait fait des études intérieures. Il a déclaré alors qu'il ne pouvait pas me parler de l'incidence sur les prix mais que le gouvernement serait disposé à nous fournir ces renseignements lorsqu'il aurait préparé les modifications à la Loi sur les brevets, ce qu'il a fait, de toute évidence. Qu'avez-vous à cacher, Jake?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je le ferais bien volontiers. Si j'agis de la sorte, c'est parce que le parti du député a déjà décidé comment il réagira avant d'avoir vu le projet de loi. Il s'y oppose. Il s'oppose à tout changement. Je confirme au député qu'il obtiendra les renseignements qu'il a demandés en comité lorsque nous présenterons le projet de loi. Je les lui donnerai bien volontiers à ce moment-là. Il changera peut-être d'attitude aujourd'hui, et il voudra peut-être voir le projet de loi.

* * *

[Français]

LES FINANCES

L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS ET DES CORPORATIONS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Dans le Budget de mai 1985 et dans celui de février 1986, le ministre augmentait très considérablement l'impôt sur le revenu des particuliers. Par contre, dans le Budget de 1986 il annonçait une baisse du taux d'imposition des corporations.

Monsieur le Président, la semaine dernière, le ministre donnait une conférence de presse qui allait en totale contradiction avec ses deux premiers budgets. Je voudrais donc lui demander s'il est conscient de cette contradiction et pourquoi il change maintenant le cap qu'il avait donné à cette Chambre au cours des deux derniers budgets.

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, il n'y a absolument aucune contradiction. Nous avons entrepris la réforme fiscale dès nos premières semaines au pouvoir. En octobre 1984, nous avons commencé à éliminer certaines échappatoires de notre régime fiscal et à mettre fin à

certaines abus. Je songe notamment au crédit d'impôt à la recherche scientifique et aux sociétés en commandite; je suis certain que le député souscrit aux mesures prises par le gouvernement à cet égard. Depuis, nous avons mis en place l'impôt minimum et réalisé la première étape de la réforme de l'impôt sur les sociétés, qui consiste à réduire non seulement les taux d'imposition, comme le député l'a signalé, mais également certaines exemptions dont bénéficiaient les sociétés. Il en résulte que les sociétés paient des impôts sensiblement plus élevés. Nous poursuivons cette démarche. C'est précisément là-dessus que portait ma déclaration de la semaine dernière. Nous poursuivons cette démarche dans la direction énoncée dans ma déclaration.

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT ENTEND RETIRER LES PROPOSITIONS D'AUGMENTATION D'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS ET DE BAISSÉ DU TAUX D'IMPOSITION DES CORPORATIONS

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, j'aimerais poser au ministre des Finances la question additionnelle suivante. S'il est sérieux dans les propos qu'il vient de tenir et qu'il tenait la semaine dernière, est-ce qu'il entend retirer les propositions d'augmentation d'impôt sur le revenu des particuliers qu'il a annoncées dans son dernier Budget et retirer aussi la baisse du taux d'imposition des corporations pour aller dans le même sens que sa conférence de presse de la semaine dernière?

• (1450)

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que le député devrait se rappeler qu'il ne s'agissait pas d'une hausse des taux d'imposition mais d'une surtaxe temporaire destinée à nous permettre de remporter une bataille dans la lutte que nous livrons pour nous débarrasser du déficit qui nous a été légué en septembre 1984 par le parti que représente le député. Nous poursuivons nos efforts en ce sens, mais nous croyons que nous pouvons le faire plus efficacement en rationalisant le régime fiscal de la manière que j'ai énoncée vendredi dernier.

* * *

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—ON DEMANDE L'INTERDICTION D'INVESTIR

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Nous avons été témoins ces dernières semaines de la froide intransigence de Maggie Thatcher. Le président des États-Unis vient d'annoncer une politique dont on peut dire non seulement qu'elle est dépourvue de tout sens moral, mais aussi qu'elle exploite l'apartheid au profit des entreprises américaines. Le vice-premier ministre a dit que le gouvernement avait exprimé son inquiétude. Je préférerais qu'il ait exprimé son dégoût.